

Un extrait de John Reed " Dix jours qui ébranlèrent le monde " (P. - 2)

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS!

Ce que fut la journée
du 25 octobre

(P. 6-7)

LA VÉRITÉ DES TRAVAILLEURS

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE SECTION FRANÇAISE DE LA 4^e INTERNATIONALE

N° 71 — 1^{re} QUINZAINE DE NOVEMBRE 1957

BI-MENSUEL: 30 fr.

Le programme Gaillard : guerre en Algérie - hausse des prix - blocage des salaires - menace de chômage

Préparons l'action d'ensemble de la classe ouvrière sur un programme de défense des intérêts des travailleurs pour un gouvernement ouvrier et paysan PCF - PS

La crise ministérielle est terminée pour le moment. Toutes les formules attrape-nigauds retrouvent cours. Le vieux parti radical donne le plus jeune président du Conseil... Quelques phrases cabalistiques conjureraient la catastrophe évoquée tout au long de cette crise. Des phrases, plus une série de comités, commissions, conférences, autour de toutes les tables rondes qu'on pourra trouver dans le mobilier national.

Le programme de ce gouvernement est sans mystère. Algérie: voyez Lacoste. De bonnes âmes disent: les ministres M.R.P. vont infléchir la politique française. Les ministres M.R.P.? On a vraiment oublié le Vietnam. Là-bas, ce qui a entraîné l'arrêt de la guerre, ce n'est ni le M.R.P. ni Mendès-France, c'est Dien-Bien-Phu. Tant que l'impérialisme français ne connaîtra pas une défaite de première grandeur — militaire ou financière — tout ce qui sera dit ou écrit sur les variations de sa politique en Algérie aura peu d'importance.

Finances, économie? On va s'en tenir au rapport des « experts ». Dans tous les pays du monde, « expert » (en ces matières) est un terme qui sert à dissimuler sous un vernis de connaissances particulières une politique réactionnaire, hostile aux masses travailleuses.

Programme social: écoles, sécurité sociale? Cela fera très bien sur les panneaux électoraux du Parti socialiste.

Tout compte fait, avec le gouvernement Gaillard, la droite a eu l'essentiel de ce qu'elle voulait: les socialistes après s'être compromis à faire la politique de la droite au gouvernement vont siéger avec elle dans un même gouvernement. C'est la revanche du 2 janvier 1956. Même le quarteron de mendessistes, fatigués de voter contre, s'est abstenu.

Mais ce succès de la bourgeoisie n'a été acquis que de justesse. Guy Mollet n'a pu faire voter la participation ministérielle de son parti qu'avec 53 à 54 % des voix. Jamais il n'y avait eu une aussi forte opposition.

Ce vote signifie clairement que la majorité du Parti socialiste est contre la participation au gouvernement Gaillard. Le comprenant mieux que quiconque, Guy Mollet a refusé d'entrer dans ce gouvernement pour — a-t-il dit — se consacrer complètement à son parti. En effet, Gaillard et plus généralement le capitalisme français auront bien besoin des talents bureaucratiques de Guy Mollet pour empêcher son parti de se livrer à des incartades.

Ce vote du Conseil National du Parti socialiste mérite quelques commentaires. C'est le vote d'une assemblée formée de l'appareil et des parlementaires. Un Conseil national sera toujours en arrière par rapport à un congrès et plus encore par rapport au parti lui-même. Il faut des circonstances exceptionnelles pour qu'un Guy Mollet puisse connaître quelques risques dans cet organisme. Comment se fait-il donc que le Conseil National a failli refuser de marcher dans le sens préconisé par Guy Mollet?

(Suite à la dernière page)

Pierre FRANK.

Déclaration du Secrétariat International de la IV^e Internationale sur le limogeage du Maréchal JOUKOV

La déclaration que nous publions ci-dessous a été écrite avant que l'on ait publié à Moscou la décision visant Joukov. Mais elle répond entièrement par avance aux « explications » officielles et donne les raisons profondes de la crise de la bureaucratie soviétique — qui se poursuivra par de nouvelles crises.

La crise de la direction politique de la bureaucratie soviétique connaît, depuis la mort de Staline, des rebondissements fréquents, qui se sont particulièrement accélérés ces derniers temps. C'est là la manifestation d'une instabilité plus grande que jamais du régime politique bureaucratique, incapable de surmonter les contradictions fondamentales qui le rongent.

La nouvelle crise actuelle qui se manifeste par le limogeage du maréchal Joukov n'est certainement pas encore la « dernière » qui soit destinée à stabiliser le régime d'une manière analogue par exemple à celle qu'il a connue dans les dernières années du règne de Staline. Ni les conditions interbureaucratiques, ni les rapports entre la bureaucratie dans son ensemble et les masses soviétiques et internationales ne permettent d'envisager une telle « stabilisation » comme possible. Khrouchtchev — représentant de la bureaucratie politique du Parti — est actuellement pris entre l'hostilité de la bureaucratie économique, des dirigeants administratifs et techniques de l'économie, et de la bureaucratie militaire des maréchaux, généraux et hauts officiers de l'armée. D'autre part, il a à faire face à la pression montante des masses soviétiques, avides de plus de bien-être et de plus de libertés.

Khrouchtchev s'est mis à centraliser tout le pouvoir entre ses mains, en se basant sur la force essentielle de l'appareil politique du Parti. Sur cette voie, il a eu à éliminer la résistance d'hommes comme Malenkov, Molotov, Kaganovitch, Sabourov, Pervoukine, représentants de la haute bureaucratie administrative de l'Etat, et de l'économie, et des techniciens. Il n'a gagné — provisoirement — la bataille contre eux qu'en profitant essentiellement des dissensions de ses adversaires et de l'appui qui lui fut octroyé par l'armée en la personne de Joukov.

(Suite à la dernière page)